

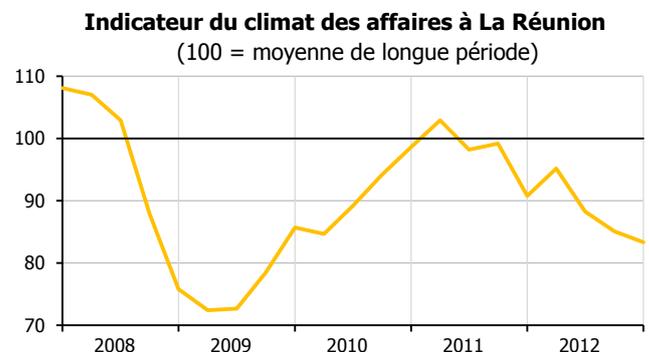
Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

Le climat des affaires se dégrade à nouveau

Le quatrième trimestre est marqué par une nouvelle dégradation de l'activité économique. L'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue (- 1,7 point), mais à un rythme moins soutenu qu'aux trimestres précédents. Il s'établit à 83,3 points et demeure bien en deçà de sa moyenne de longue période. Cette diminution est essentiellement imputable aux anticipations négatives des entrepreneurs sur le trimestre à venir. Leurs opinions pour le premier trimestre 2013 expliquent les $\frac{3}{4}$ du recul de l'indicateur. Les délais de paiement notamment pourraient continuer à s'allonger, la trésorerie se dégrader encore et les effectifs poursuivre leur repli.



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

Dans un contexte de hausse mesurée des prix à la consommation, la dépense des ménages montre quelques signes de reprise, après deux trimestres moroses. Les intentions d'investissement se contractent encore, traduisant les inquiétudes des entrepreneurs sur la conjoncture des mois à venir. Dans ce climat incertain, la détérioration du marché du travail s'intensifie.

Les importations augmentent, tirées par une demande intérieure plus dynamique. Les exportations progressent elles aussi, essentiellement en raison d'effets prix.

La contraction de l'activité touche l'ensemble des secteurs, à l'exception du BTP qui devrait cependant connaître un nouveau recul de son courant d'affaires début 2013 selon les chefs d'entreprise interrogés.

ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

L'économie **malgache** se contracte au quatrième trimestre 2012, après deux trimestres consécutifs de progression. La consommation diminue, en raison d'une baisse des ventes de véhicules neufs et des importations de biens alimentaires. Les exportations reculent également, notamment celles de crevettes. L'activité touristique reste bien orientée, avec une hausse de 12,0 % du nombre de touristes sur un an. La Banque Mondiale estime le taux de croissance du PIB malgache à 2,7 % pour 2012.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique reste bien orientée, avec une progression de 8,3 % du nombre de touristes au quatrième trimestre en glissement annuel. Les exportations de produits de la pêche augmentent de 18,5 %, après deux trimestres de ralentissement.

A **Maurice**, l'activité économique poursuit sa progression entamée depuis le début de l'année, avec une hausse de 1,3 % du PIB (CVS) au troisième trimestre 2012. En glissement annuel, le PIB mauricien progresse de 3,9 %, soutenu par la bonne orientation de la consommation des ménages et des exportations de biens, tandis que l'investissement et l'activité touristique reculent.

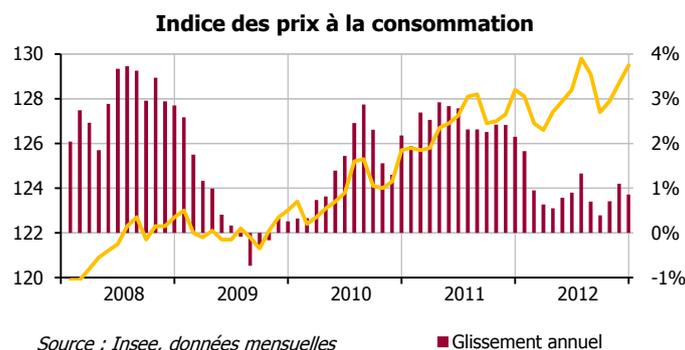
L'économie **sud africaine** accélère au quatrième trimestre 2012, avec une croissance annualisée du PIB de 2,1 % (CVS) contre 1,2 % le trimestre précédent. L'industrie minière continue de subir les soubresauts de la crise sociale dans les mines, alors que l'industrie manufacturière et les services sont en hausse. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse de 2,5 %, contre 3,5 % en 2011.

Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé s'accroît de 4,1 % à fin septembre 2012 par rapport à fin juin 2012, après une hausse de 5,1 % le trimestre précédent.

Légère hausse des prix à la consommation

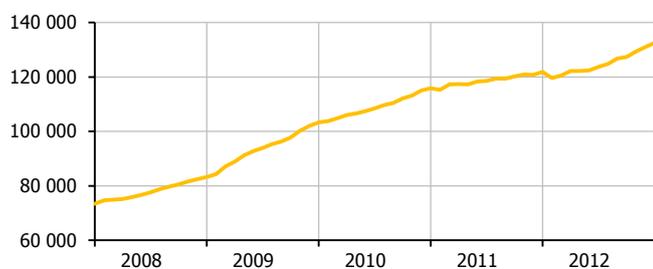
L'indice des prix à la consommation se redresse (+ 1,6 % entre septembre et décembre 2012), après avoir légèrement baissé au troisième trimestre (- 0,8 %). Tous les grands postes de l'IPC contribuent à cette hausse, à l'exception de l'énergie dont les prix reculent de 0,8 %, en raison du repli progressif des prix des produits pétroliers au cours du trimestre. Les prix du tabac enregistrent la plus forte augmentation (+ 6,3 %), en lien avec la hausse des tarifs survenue en octobre, dans le cadre du plan anti-tabac.

Sur un an, les prix augmentent de 0,9 %. La progression des prix de l'alimentation (+ 2,8 %) explique plus de la moitié de la hausse annuelle.



Poursuite de la détérioration du marché du travail

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A à fin décembre 2012 s'établit à 132 530, en hausse de 4,0 % (CVS) par rapport à fin septembre 2012. Le rythme de progression s'accélère et atteint 8,8 % en glissement annuel. Les personnes âgées de 50 ans et plus restent les plus impactées par cette augmentation (+ 21,7 % sur un an).

L'offre d'emploi cumulée sur le quatrième trimestre se contracte de 10,6 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Elle repasse ainsi sous le seuil des 10 000, au plus bas depuis début 2009.

Le nombre d'allocataires de l'assurance chômage augmente (+ 2,8 %), mais moins fortement qu'au troisième trimestre.

La consommation des ménages se redresse légèrement

La consommation des ménages reste mitigée, bien qu'elle soit mieux orientée qu'au trimestre précédent.

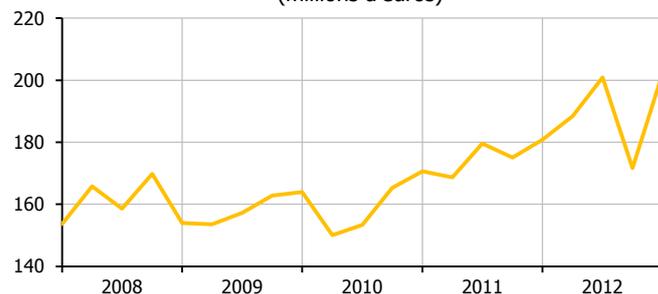
Les importations de produits des industries agroalimentaires repartent à la hausse (+ 18,0 %, CVS) et retrouvent leur niveau élevé du deuxième trimestre.

Les importations de biens d'équipement à destination du foyer continuent de reculer (- 5,0 %), tandis que celles de produits courants augmentent de 1,5 %. La baisse des ventes de véhicules neufs s'accélère : - 8,1 % en données CVS, contre - 2,3 % au troisième trimestre. Les encours des crédits à la consommation augmentent légèrement (+ 0,6 %).

Les indicateurs relatifs à la vulnérabilité des ménages s'améliorent : le nombre de personnes physiques interdites bancaires baisse de 1,2 % sur le trimestre, celui des incidents de paiement par chèques de 0,9 % et le nombre de retraits de cartes bancaires de 3,8 %.

Les professionnels du secteur du commerce jugent leur activité moins détériorée qu'auparavant, sans pour autant faire état à ce stade d'une réelle amélioration de leur courant d'affaires ; la situation de leur carnet de commandes demeure dégradée.

Importations de produits des IAA (millions d'euros)



Source : Douanes, CVS Iedom

L'incertitude affecte l'investissement

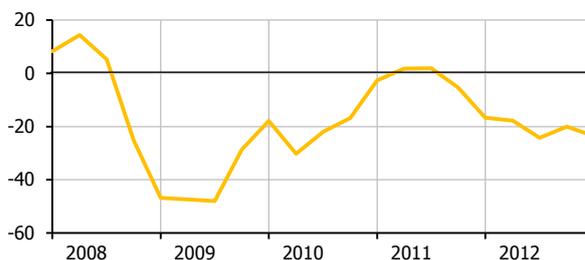
Les intentions d'investir des entrepreneurs restent très dégradées.

L'année 2012 s'achève néanmoins sur quelques signaux positifs. Les importations de biens intermédiaires sont en hausse de 8,5 % (CVS) et les ventes de véhicules utilitaires se redressent (+ 18,3 %, CVS) après avoir reculé de 6,3 % au troisième trimestre. Les importations de biens d'équipement professionnel s'inscrivent en baisse (- 5,3 %, CVS) mais à un rythme ralenti par rapport au trimestre précédent (- 10,8 %).

Les encours des crédits à l'investissement des entreprises augmentent (+ 2,4 %), après quatre trimestres de baisses successives. Le nombre de personnes morales interdites bancaires reste globalement à un niveau élevé (il progresse de 1,8 % sur le trimestre après avoir baissé de 3,6 % au trimestre précédent).

Les attestations de conformité délivrées par le Consuel progressent traditionnellement en fin d'année (+ 38,8 % par rapport au trimestre précédent, mais - 1,9 % en glissement annuel), soutenues notamment par le logement social. Les encours bancaires des crédits à l'habitat des ménages poursuivent leur hausse (+ 3,9 %). Sur un an, ils augmentent de 5,9 %.

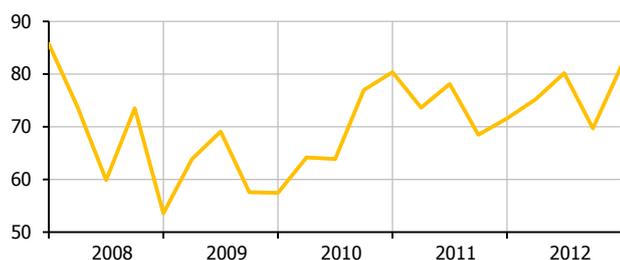
Solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

Meilleure orientation des échanges de biens avec l'extérieur

Exportations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS Iedom

Les importations progressent de 1,4 % (CVS). La baisse des importations de biens d'équipement professionnel (- 5,3 %) et du foyer (- 5,0 %) est amortie par l'augmentation des importations de biens courants (+ 1,5 %), de produits des industries agroalimentaires (+ 18,0 %) et de biens intermédiaires (+ 8,5 %).

Les exportations repartent à la hausse (+ 17,0 %, CVS) après avoir reculé de 13,1 % au troisième trimestre 2012. Cette évolution est imputable à la progression des exportations de produits des industries agroalimentaires (+ 18,4 %), qui bénéficient d'effets prix (légine, sucre et rhum).

CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DANS LA PLUPART DES SECTEURS

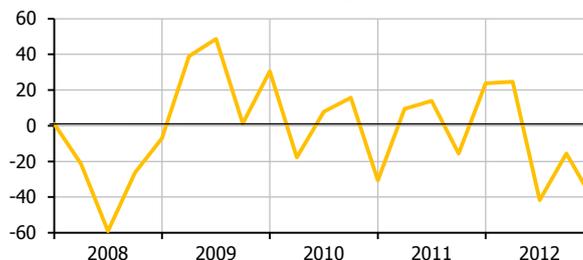
L'activité dans l'ensemble des secteurs se détériore, hormis dans celui du BTP.

Dans le secteur **de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, les professionnels font état d'une activité morose, conformément à leurs anticipations du troisième trimestre. Les abattages de bovins augmentent certes de 7,8 % (CVS), mais ceux de porcins poursuivent leur baisse (- 1,4 %). Les abattages de volailles sont stables (+ 0,6 %), après avoir reculé de 3,3 % entre juin et septembre 2012. Les prévisions d'activité pour le début d'année 2013 restent mal orientées.

L'activité du secteur des **industries agroalimentaires** se dégrade fortement. Les délais de paiement s'allongent et la trésorerie se dégrade. Les professionnels ne prévoient plus d'investir dans les prochains mois et restent pessimistes concernant leur activité à venir.

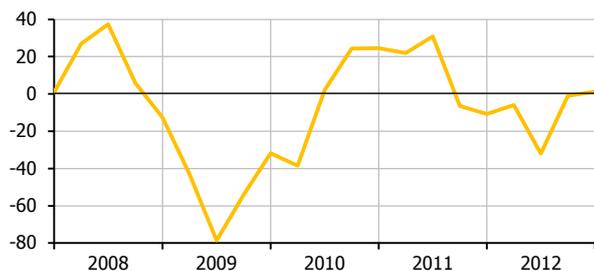
Le courant d'affaires du secteur **des industries manufacturières** se détériore lui aussi, confirmant les prévisions des entrepreneurs interrogés au troisième trimestre. Ils anticipent un alourdissement de leurs charges et une activité toujours mal orientée au début 2013.

Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur primaire



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

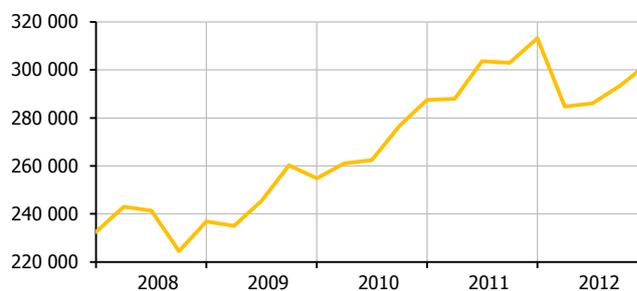
Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, l'activité se stabilise et les charges d'exploitation continuent de diminuer. Même si leurs prévisions d'investissement sont mieux orientées, les professionnels restent prudents et s'attendent à une contraction de leur activité au premier trimestre 2013, avec des carnets de commandes à nouveau en repli. La construction publique progresse cependant, avec des montants de crédits de paiement alloués qui augmentent de 31,0 % en glissement annuel. Le Département a notamment dégagé en fin d'année les financements nécessaires à la réalisation de chantiers importants (construction d'un collège et réhabilitations d'infrastructures).

Les effectifs dans le BTP diminuent de 1,1 % (CVS), ce qui est corroboré par la baisse du solde d'opinion relatif aux effectifs. Enfin, les importations de ciment et de clinkers restent globalement faibles.

La détérioration du courant d'affaires dans les **services marchands** se poursuit, mais à un rythme moins marqué qu'au troisième trimestre. Les chefs d'entreprise prévoient un recul sensible de leurs effectifs et un allongement des délais de paiement. Leur opinion pour le trimestre à venir reste négative.

L'**activité touristique** continue de se contracter au quatrième trimestre 2012. En fort recul au premier trimestre, le nombre de passagers sur l'axe Réunion - Métropole se redresse progressivement et retrouve ainsi un niveau élevé. La fréquentation hôtelière se stabilise à 61,9 % au quatrième trimestre, mais perd 6,0 points en un an. Parallèlement, le nombre de nuitées fléchit de 3,3 % (CVS). Les perspectives des chefs d'entreprise du secteur sont mal orientées concernant l'activité des mois à venir.

Nombre de passagers sur l'axe Réunion - Métropole



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds, CVS

VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévu et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est élevée en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (- 0,4 %) de même qu'en 2013 (- 0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accroître en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Sources : FMI (mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013), INSEE, OCDE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619